ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Budget, le 5 novembre 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant et complétant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires", a donné le 23 novembre 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 november 1992 door de Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging en aanvulling van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen", heeft op 23 november 1992 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. Comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis L. 20.433/2 sur la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, alors en projet, et que le présent avant-projet de loi tend à modifier, une revision systématique de la législation concernant les fonds budgétaires est souhaitable, de manière à adapter à l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 les dispositions éparses relatives aux fonds budgétaires.

La méthode de légiférer qui a été retenue présente, en effet, de sérieux inconvénients dont le législateur de l'époque était, du reste, conscient, mais auxquels il n'a pu remédier, faute de temps (1).

Le Gouvernement pourrait utilement saisir l'occasion de procéder à une telle revision systématique.

2. Le projet gagnerait en clarté si les dispositions relatives à la création des nouveaux fonds étaient groupées dans un chapitre distinct du projet et si les modifications à apporter au tableau annexé à la loi organique, à la suite de la création de ces nouveaux fonds, étaient précisées par des dispositions distinctes de celles créant lesdits fonds.

---

(1) Voyez à ce sujet l'exposé des motifs introductif du ministre du budget (Doc. parl. Chambre, session ordinaire 1990-1991, n○ 1393/4-90/91, p. 2.

A cette fin, il est proposé de structurer l'avant-projet de la manière suivante :

1° "Chapitre premier. - Création de fonds budgétaires" : ce chapitre grouperait les articles 1er à 3 en projet et reproduirait, moyennant certaines modifications exposées ci-après, les alinéas 1er des articles 8, 9 et 10 du projet;

2° "Chapitre II. - Modifications de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires" : ce chapitre grouperait les articles 4 à 14 en projet en y incluant l'ensemble des modifications apportées, soit au dispositif (articles 11 et 12 du projet), soit à l'annexe (articles 2 à 7, 8, alinéa 2, 9, alinéa 2, et 10, alinéa 2, du projet) de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires;

3° "Chapitre III. - Dispositions finales" : ce chapitre grouperait les dispositions figurant à l'article 13 du projet.

La numérotation des articles se présenterait, dès lors, de la manière suivante (2) :

---

(2) Les dispositions modificatives de l'annexe de la loi du 27 décembre apparaîtraient après, et non avant les dispositions modifiant le dispositif de la loi .

Articles du projet	Articles en projet
8, alinéa 1er,	1
9, alinéa 1er,	2
10, alinéa 1er,	3
11	4
12	5
2	6
3	7
4	8
5	9
6	10
7	11
8, alinéa 2,	12
9, alinéa 2,	13
10, alinéa 3,	14

Examen du projet.

Intitulé.

Il est proposé d’écrire :

"Projet de loi créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires".

Dispositif.

Article 1er.

Cet article, qui n’a aucune portée normative, doit être omis.

Article 2 (devenant l’article 6).

1. Dans chacun des paragraphes, les mots "tableau de la loi organique" devraient être remplacés par les mots "tableau annexé à la même loi".

Cette observation vaut également pour la suite du projet.

2. Paragraphe 3.

Comme en a convenu le délégué du ministre, la disposition doit être omise.

En effet, la "contribution de responsabilisation", introduite à la deuxième colonne du tableau annexé à la loi organique, en regard du fonds 21-1, devait être instaurée par le chapitre VI (articles 76 à 86 : instauration d’une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public) de l’avant-projet de loi "portant des dispositions sociales et diverses", au sujet duquel le Conseil d’Etat a donné, les 12 et 13 octobre

1992, l'avis L. 21.871/1/2/8/9 dans lequel il considère que les dispositions de ce chapitre ne peuvent être adoptées qu'à la majorité spéciale (3). Les dispositions en question n'ont pas été maintenues dans le projet déposé au Sénat.

3. Paragraphes 4, alinéa 1er, et 6, alinéa 1er.

Au sujet des recettes affectées aux fonds 23-1 (Sécurité technique des installations nucléaires) et 25-3 (Protection contre les radiations ionisantes) par les dispositions actuelles du tableau annexé à la loi organique, la Cour des comptes avait observé ce qui suit au sujet de dispositions semblables figurant dans le projet devenu la loi organique du 27 décembre 1990 (4) :

"25. Santé publique et Environnement.

25.3. Protection contre les radiations ionisantes.

Le tableau devrait être amendé de manière à faire apparaître quelles sont exactement les ressources affectées au fonds pour la protection contre les radiations ionisantes car l'arrêté royal du 14 août 1981 auquel il fait référence contient uniquement des dispositions relatives à l'organisation et au statut du personnel du service pour la protection contre les radiations ionisantes et n'est source d'aucune recette pour l'Etat. S'il entrait dans les intentions du législateur de faire bénéficier tant le présent fonds que celui mentionné à la rubrique 23.1 des recettes

(3) Doc. parl., Sénat, s.o. 1992/1993, n° 526-1 (1992-1993), pp. 156 à 159.

(4) Doc. parl., Chambre, s.o. 1990-1991, n° 1393/4-90/91, p. 12.

résultant de l'application de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, il conviendrait de mentionner au tableau le critère permettant d'en déterminer le fonds bénéficiaire et d'adapter en ce sens l'énoncé des recettes reprises aux rubriques 23.1 et 25.3" (5).

La modification apportée au tableau par l'article 2, § 6, alinéa 1er, du projet, rencontre la première observation formulée par la Cour des comptes au sujet du renvoi incorrect à l'arrêté royal du 14 août 1981.

Par contre, la seconde observation formulée par la Cour des comptes, au sujet de la répartition des redevances prévues par la loi du 29 mars 1958, entre les fonds 23.1 et 25.3, se trouve encore renforcée par la modification apportée au tableau par les paragraphes 4 et 6, alinéa 1er, de l'article 2 en projet. Il convient donc, comme le suggérait la Cour des comptes, de mentionner au tableau le critère permettant de répartir entre les deux fonds les redevances visées à l'article 3bis, § 1er, de la loi du 29 mars 1958. Compte tenu du paragraphe 2 de ce même article, la deuxième colonne en regard de chacun des fonds pourrait reprendre la mention suivante :

---

(5) L'article 2, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1958 a été abrogé par l'article 151 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Moniteur belge 30 juin). La perception des redevances et leur affectation font à présent l'objet de l'article 3bis de la loi du 29 mars 1958, inséré par l'article 152 de la loi du 26 juin 1992 précitée. C'est ce qui justifie la modification apportée au tableau par l'article 2, § 4, alinéa 1er, en projet.

"Redevances dues en application de l'article 3bis de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes et attribuées au fonds par le Roi".

Comme en a convenu le délégué du ministre, les alinéas 1er des paragraphes 4 et 6 de l'article 2 du projet doivent donc être revus en ce sens.

4. Paragraphe 5.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3 (devenant l'article 7).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. La partie "13 Intérieur" du tableau annexé à la même loi est complétée par les dispositions suivantes :".

2. Les termes "modifiée par la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses" donnent l'impression que les auteurs du projet entendent se référer à une norme figée, clichée au moment où la référence est faite.

Comme tel n'est vraisemblablement pas le cas, il y a lieu d'omettre ces termes.

Article 4 (devenant l'article 8).

Les mots "inséré par la loi du 17 octobre 1990 et modifié par la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses" appellent les mêmes observations que celles qui viennent d'être faites à propos de l'article précédent.

Dans le texte néerlandais en projet il y a lieu de remplacer "wetten over de Raad van State" par "wetten op de Raad van State" en "informatisering" par "computerisering".

Articles 5 et 6
(devenant les articles 9 et 10).

1. Comme l'a indiqué le délégué du ministre, la partie générale de l'exposé des motifs sera complétée de manière à faire clairement apparaître que les dispositions en projet ne constituent pas "des adaptations à la loi d'ordre purement textuel", destinées à corriger des imprécisions, mais apportent des modifications substantielles, soit à la nature des recettes, soit à l'objet des dépenses des fonds concernés.

2. En ce qui concerne l'article 6 et comme l'indique l'exposé des motifs, la disposition en projet tend à compléter la troisième colonne du tableau relative à

l'objet des dépenses, et non pas la deuxième relative à la nature des recettes. Comme en a convenu le délégué du ministre, il convient donc, dans la disposition en projet, de remplacer le mot "deuxième" par le mot "troisième".

Article 7 (devenant l'article 11).

1. Le fonds visé par l'article 7 en projet fait l'objet d'un avant-projet de loi "relative à la création du fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux", au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné, le 6 octobre 1992, l'avis L. 21.858/8. Si, comme l'ont indiqué les auteurs de ce projet dans leur demande d'avis au sujet dudit avant-projet, ce fonds est appelé à entrer en vigueur le 1er janvier 1993, il est indiqué de le mentionner dans le présent projet, lequel est également appelé à entrer en vigueur le 1er janvier 1993, à l'exception de l'article 5. Les mentions relatives à la nature des recettes et à l'objet des dépenses doivent, toutefois, être revues en fonction des modifications qui pourraient être apportées aux dispositions du projet de loi portant création de ce fonds, à la suite des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis L. 21.858/8 précité. En ce qui concerne la colonne relative à l'objet des dépenses autorisées, l'attention est tout spécialement attirée sur la nécessité d'omettre les mots "en particulier", l'indication, uniquement à titre d'exemple, de dépenses autorisées pour un fonds étant en effet contraire à l'article 45, § 1er, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

2. Il faut, par ailleurs, dans le tableau, renvoyer à la loi portant création du fonds, ainsi que cela a été fait pour le fonds des risques d'accidents majeurs et pour le fonds de gestion des astreintes.

S'il advenait cependant que le fonds n'existerait pas encore le 1er janvier 1993, la disposition en projet devrait, bien entendu, être omise et il conviendrait d'insérer ledit fonds dans le tableau lors d'une modification subséquente de la loi seulement.

3. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 11. La partie "31 - Agriculture" du tableau annexé à la même loi est complétée par les dispositions suivantes :".

Article 8, alinéa 1er,
article 9, alinéa 1er,
article 10, alinéa 1er,
(devenant les articles 1er, 2 et 3).

Dans l'avis L. 20.433/2 (p. 5) qu'il a donné le 10 décembre 1990, le Conseil d'Etat avait suggéré de compléter le dispositif du projet devenu la loi organique du 27 décembre 1990 par des dispositions consacrant expressément la création de six nouveaux fonds mentionnés au tableau annexé à ce projet.

Si le souci de tenir compte de cette observation a manifestement inspiré les auteurs des alinéas 1ers des

articles 8, 9 et 10 du présent projet, la rédaction de ces dispositions relatives à la création d'un fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993, d'un fonds d'analyse des produits pétroliers et d'un fonds d'orientation des entreprises publiques pourrait également être améliorée.

Il est, dès lors, proposé de consacrer à chacun des trois fonds que le projet entend créer un article distinct rédigé comme suit :

"Art. ... . Il est créé un ... (à compléter par la dénomination du fonds concerné), lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Les recettes affectées au fonds visé à l'alinéa premier ainsi que les dépenses qui peuvent être effectuées à sa charge sont mentionnées en regard dudit fonds au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires".

Article 8, alinéa 2,
article 9, alinéa 2,
(devenant les articles 12 et 13).

La phrase commençant par les mots "Par conséquent" doit être remplacée par une phrase liminaire rédigée comme suit :

"Art. .... La partie "32 - Affaires économiques" du tableau annexé à la même loi est complétée par les dispositions suivantes :".

Article 10, alinéa 3
(devenant l'article 14).

1. L'alinéa 2 doit être omis, car l'objet des dépenses doit figurer dans le tableau annexe.

2. En ce qui concerne l'alinéa 3, la phrase commençant par les mots "Par conséquent" doit être remplacée par une phrase liminaire rédigée comme suit :

"Art. 14. La partie "33 - Communications et infrastructure" du tableau annexé à la même loi est complétée par les dispositions suivantes :".

3. Contrairement à ce que permet de croire le texte en projet, le commentaire qui y est consacré dans l'exposé des motifs, semble impliquer que le montant dû à l'Etat en vertu des articles 23 et 24 du contrat de gestion conclu avec BELGACOM ne sera que partiellement affecté au fonds d'orientation des entreprises publiques. Il convient d'éliminer cette divergence, ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre.

4. Enfin, la disposition que le projet entend insérer, en regard de la rubrique 33.2 dans la troisième

colonne du tableau annexé à la loi du 27 décembre 1990, est rédigée en des termes vagues et peu précis; elle ne satisfait, dès lors, pas au prescrit de l'article 45, § 1er, alinéa 1er, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, lequel exige que la loi qui crée un fonds budgétaire détermine l'objet des dépenses auxquelles elle affecte certaines recettes. En conséquence, la disposition doit être revue, en s'inspirant des précisions que le commentaire des articles (p. 4) ainsi que l'article 10, alinéa 2, apportent quant aux dépenses qui pourront être effectuées à charge du fonds d'orientation des entreprises publiques.

Article 11 (devenant l'article 4).

1. La disposition suivant laquelle les dépenses de certains fonds budgétaires sont soumises à des modalités de liquidation qui dérogent à l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes est destinée à revêtir un caractère permanent et n'est pas liée à la mise en oeuvre de la réforme des fonds prévue par la loi du 28 juin 1989. Dans la loi organique du 27 décembre 1990, cette règle doit donc être insérée, non dans des dispositions transitoires et finales, mais plutôt avec les autres dispositions permanentes. La phrase liminaire serait, dès lors, mieux rédigée comme suit :

"Art. 4. Dans la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :".

2. Pour mieux faire apparaître la portée de la disposition en projet, il est proposé d'ajouter, au début de celle-ci, les termes suivants :

"Art. 3bis. Par dérogation à l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes,".

3. Il n'est pas prévu que, pour certains fonds, le ministre des Finances pourrait en disposer directement. Les explications fournies, à ce propos, par le commentaire des articles dans l'exposé des motifs (p. 5), ne sont pas convaincantes :

a) elles reposent sur l'idée erronée qu'il existerait un lien nécessaire entre la nature des crédits (variable ou ordinaire) et les modes de liquidation;

b) la rédaction de l'article 41, alinéa 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat montre bien que le paiement de certaines dépenses effectué sans ordonnance sur la caisse des comptables n'est pas un procédé propre à la matière des fonds budgétaires.

L'article 11, devenant l'article 4, doit donc être complété par un alinéa 2 précisant la liste des fonds dont, par dérogation à l'article 14 de la loi précitée du 29 octobre 1846, il peut être disposé directement à l'intervention du ministre des Finances.

4. Le premier alinéa du texte néerlandais doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12 (devenant l'article 5).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 5. L'article 5, § 1er, 2°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :".

2. Les mots "de la présente loi" sont inutiles et doivent être omis.

Article 13.

Il faut remplacer les termes "article 5" par les termes "article 9".

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites in fine dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerkingen.

1. Zoals de Raad van State erop heeft gewezen in zijn advies L. 20.433/2 over de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, die toen in het stadium van een ontwerp was, en waarvan dit voorontwerp van wet de wijziging beoogt is een systematische herziening van de wetgeving betreffende de begrotingsfondsen wenselijk, om de verspreide bepalingen betreffende de begrotingsfondsen aan te passen aan artikel 45 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

De wetgevingsmethode die is aangewend heeft immers ernstige nadelen, waarvan de toenmalige wetgever zich overigens bewust was, maar die hij bij gebrek aan tijd niet heeft kunnen verhelpen (6).

De Regering zou zeer geschikt van de gelegenheid gebruik kunnen maken om een zodanige systematische herziening te verrichten.

2. Het ontwerp zou duidelijker zijn indien de bepalingen betreffende de oprichting van de nieuwe fondsen samengebracht werden in een afzonderlijk hoofdstuk van het ontwerp en indien de wijzigingen die, als gevolg van de oprichting van die nieuwe fondsen, behoren te worden

---

(6) Zie in verband daarmee de inleidende memorie van toelichting van de minister van Begroting (Gedr. St. Kamer, gewone zitting 1990-1991, nr. 1393/4-90/91, blz. 2)

aangebracht in de bij de organieke wet gevoegde tabel, werden verduidelijkt met bepalingen die los staan van die welke de genoemde fondsen oprichten.

Daartoe wordt voorgesteld het voorontwerp als volgt te structureren :

1° "Hoofdstuk I. - Oprichting van begrotingsfondsen" : in dit hoofdstuk zouden de ontworpen artikelen 1 tot 3 worden samengebracht en zou het eerste lid van de artikelen 8, 9 en 10 van het ontwerp worden weergegeven, mits enige wijzigingen worden aangebracht die hierna uiteen worden gezet;

2° "Hoofdstuk II. - Wijzigingen van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen" : in dit hoofdstuk zouden de ontworpen artikelen 4 tot 14 worden samengebracht met inbegrip van de gezamenlijke wijzigingen die ofwel in het bepalend gedeelte zijn aangebracht, (artikelen 11 en 12 van het ontwerp), ofwel in de bijlage (artikelen 2 tot 7, 8, tweede lid, 9, tweede lid, en 10, tweede lid, van het ontwerp) van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen;

3° "Hoofdstuk III. - Slotbepalingen" : in dit hoofdstuk zouden de bepalingen die voorkomen in artikel 13 van het ontwerp worden samengebracht.

De nummering van de artikelen zou er bijgevolg als volgt uitzien (7) :

Artikelen van het ontwerp	Ontworpen artikelen
8, eerste lid,	1
9, eerste lid,	2
10, eerste lid,	3
11	4
12	5
2	6
3	7
4	8
5	9
6	10
7	11
8, tweede lid,	12
9, tweede lid,	13
10, derde lid,	14

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Er wordt voorgesteld te schrijven :

---

(7) De bepalingen tot wijziging van de bijlage bij de wet van 27 december zouden na en niet vóór de bepalingen tot wijziging van het dispositief van de wet komen te staan.

"Ontwerp van wet tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Dit artikel heeft geen enkele normatieve strekking en moet vervallen.

Artikel 2 (dat artikel 6 wordt)

1. In elk van de paragrafen zouden de woorden "tabel van de organieke wet" moeten worden vervangen door de woorden "tabel gevoegd bij dezelfde wet".

Die opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

2. Paragraaf 3.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de bepaling moet vervallen.

De "responsabiliseringsbijdrage", die wordt opgenomen in de tweede kolom van de tabel gevoegd bij de organieke wet, tegenover fonds 21-1, moest worden ingevoerd

bij hoofdstuk VI (artikelen 76 tot 86 : invoering van een responsabiliseringsbijdrage ten laste van sommige werkgevers van de openbare sector) van het voorontwerp van wet "houdende sociale en diverse bepalingen", waaromtrent de Raad van State op 12 en 13 oktober 1992 advies L. 21.871/1/2/8/9 heeft uitgebracht, waarin hij ervan uitgaat dat de bepalingen van dat hoofdstuk slechts kunnen worden goedgekeurd met een bijzondere meerderheid (8). De betrokken bepalingen zijn niet gehandhaafd in het bij de Senaat ingediende ontwerp.

3. Paragrafen 4, eerste lid, en 6, eerste lid.

In verband met de ontvangsten die door de huidige bepalingen van de tabel, gevoegd bij de organieke wet, worden toegewezen aan de fondsen 23-1 (technische veiligheid van de kerninstallaties) en 25-3 (bescherming tegen de ioniserende stralingen), had het Rekenhof in verband met soortgelijke bepalingen die voorkomen in het ontwerp dat de organieke wet van 27 december 1990 is geworden gewezen op het volgende (9) :

"25. Volksgezondheid en Leefmilieu.

25.3. Bescherming tegen de ioniserende stralingen.

---

(8) Gedr. St., Senaat, g.z. 1992/1993, nr. 526-1 (1992-1993), blz. 156 tot en met 159.

(9) Gedr. St., Kamer, g.z., 1990-1991, nr. 1393/4-90/91, blz. 12.

De tabel zou in die zin gewijzigd moeten worden dat hij tot uiting brengt welke hulpmiddelen juist bestemd zijn voor het Fonds voor de bescherming tegen de ioniserende stralingen; het koninklijk besluit van 14 augustus 1981 waarnaar verwezen wordt, bevat enkel bepalingen in verband met de organisatie en het statuut van het personeel van de Dienst voor de bescherming tegen de inoniserende stralingen, en is voor de Staat geen bron van inkomsten. Indien het de bedoeling van de wetgever was zowel het onderhavige fonds alsook het onder rubriek 23.1 vermelde fonds te laten genieten van de ontvangsten die voortvloeien uit de toepassing van artikel 2, 2de lid, van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, zou in de tabel het criterium vemeld moeten worden op grond waarvan kan worden uitgemaakt welk het rechthebbend fonds is, en zou de titel van de onder de rubrieken 23.1 en 25.3 opgenomen ontvangsten in die zin aangepast moeten worden (10)".

De in de tabel door artikel 2, § 6, eerste lid, van het ontwerp aangebrachte wijziging, komt tegemoet aan de eerste opmerking die door het Rekenhof is gemaakt in verband met de onjuiste verwijzing naar het koninklijk besluit van 14 augustus 1981.

De tweede, door het Rekenhof gemaakte opmerking daarentegen omtrent de verdeling van de bij de wet van 29 maart 1958 voorgeschreven retributies tussen de fondsen

---

(10)
Artikel 2, tweede lid, van de wet van 29 maart 1958 is opgeheven bij artikel 151 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad 30 juni). Het heffen van de retributies en de toewijzing ervan wordt nu geregeld in artikel 3bis van de wet van 29 maart 1958, ingevoegd bij artikel 152 van de voormelde wet van 26 juni 1992. Dat rechtvaardigt de wijziging die in de tabel wordt aangebracht bij het ontworpen artikel 2, § 4, eerste lid.

23.1 en 25.3, wordt nog kracht bijgezet door de wijziging die in de tabel wordt aangebracht door de paragrafen 4 en 6, eerste lid, van het ontworpen artikel 2. In de tabel behoort dus, zoals het Rekenhof voorstelde, het criterium te worden vemeld op basis waarvan de in artikel 3bis, § 1, van de wet van 29 maart 1958 bedoelde "retributies" kunnen worden verdeeld tussen de twee fondsen. Gelet op paragraaf 2 van dat zelfde artikel, zou in de tweede kolom tegenover elk van de fondsen de volgende vermelding kunnen worden opgenomen :

"Retributies verschuldigd met toepassing van artikel 3bis van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en aan het fonds toegewezen door de Koning".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het eerste lid van de paragrafen 4 en 6 van artikel 2 van het ontwerp dus in die zin moet worden herzien.

4. Paragraaf 5.

De zin die wordt ingevoegd in de Nederlandse tekst zou beter als volgt worden gesteld :

"in het kader van artikel 123 van het Verdrag van Rome".

Voorts dient in dezelfde paragraaf het woord "Nederlandse" met een hoofdletter te worden geschreven en behoort het woord "ingelast" te worden vervangen door het woord "ingevoegd".

Artikel 3 (dat artikel 7 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 7. Het gedeelte onder titel "13 Binnenlandse Zaken" van de tabel gevoegd bij dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepalingen :".

2. De woorden "gewijzigd bij de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen" wekken de indruk dat het in de bedoeling ligt van de stellers van het ontwerp te verwijzen naar voormelde wet zoals ze bij de wet van 26 juni 1992 is gewijzigd, zonder dat eventuele latere wijzigingen van toepassing zouden zijn.

Aangezien dit waarschijnlijk niet het geval is dienen die woorden te vervallen.

Artikel 4 (dat artikel 8 wordt).

Bij de woorden "ingevoegd bij de wet van 17 oktober 1990 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991 houdende

sociale en diverse bepalingen" behoren dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke zoëven gemaakt zijn in verband met het vorige artikel.

In de ontworpen tekst schrijve men "wetten op de Raad van State" in plaats van "wetten over de Raad van State" en "computerisering" in plaats van "informatisering".

Artikelen 5 en 6 (die de artikelen 9 en 10 worden)

1. Zoals de gemachtigde van de minister erop heeft gewezen, zal het algemene gedeelte van de memorie van toelichting worden aangevuld om duidelijk te laten blijken dat de ontworpen bepalingen "geen louter tekstuele aanpassingen aan de wet" vormen, bestemd om onnauwkeurigheden recht te zetten, maar substantiële wijzigingen aanbrengen, ofwel in de aard van de ontvangsten, ofwel in de bescherming van de uitgaven van de betrokken fondsen.

2. Wat artikel 6 betreft en zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld, beoogt de ontworpen bepaling de derde kolom aan te vullen van de tabel betreffende de bestemming van de uitgaven en niet de tweede kolom betreffende de aard van de ontvangsten. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de ontworpen bepaling dus het woord "tweede" door het woord "derde" moet worden vervangen.

Artikel 7 (dat artikel 11 wordt).

1. Het fonds waarnaar in het ontworpen artikel 7 verwezen wordt, is het onderwerp van een voorontwerp van wet "betreffende de oprichting van het Fonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten", waarover de Raad van State op 6 oktober 1992 advies L. 21.858/8 heeft gegeven. Als dit fonds, zoals de stellers van dat ontwerp in hun aanvraag om advies over het genoemde voorontwerp aangeven, op 1 januari 1993 in werking moet treden, is het raadzaam het op te nemen in het onderhavige ontwerp dat, met uitzondering van artikel 5, ook op 1 januari 1993 in werking moet treden. De bepalingen over de aard van de ontvangsten en over de bestemming van de uitgaven dienen echter herzien te worden in het licht van de wijzigingen die in de bepalingen van het wetsontwerp tot oprichting van dat fonds aangebracht zouden kunnen worden, naar aanleiding van de opmerkingen die door de Raad van State in zijn genoemd advies L. 21.858/8 gemaakt zijn. Inzake de kolom betreffende de bestemming van de goedgekeurde overheidsuitgaven, wordt heel in het bijzonder gewezen op de noodzaak om het woord "inzonderheid" weg te laten, aangezien het bij wijze van voorbeeld vermelden van goedgekeurde uitgaven voor een fonds immers in strijd is met artikel 45, § 1, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

2. Bovendien dient in de tabel naar de wet tot oprichting van het fonds verwezen te worden, zoals dat

gedaan is voor het fonds voor risico's van zware ongevallen en voor het fonds voor het beheer van de dwangsommen.

Als evenwel het fonds op 1 januari 1993 nog niet zou bestaan, dan zou uiteraard de ontworpen bepaling moeten vervallen en moet het genoemde fonds pas bij een volgende wijziging van de wet in de tabel ingevoegd worden.

3. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 11. Deel "31 - Landbouw" van de bij dezelfde wet gevoegde tabel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :".

Artikel 8, eerste lid,
artikel 9, eerste lid,
artikel 10, eerste lid,
(die de artikelen 1, 2 en 3 worden).

In advies L. 20.433/2 (blz. 11), dat de Raad van State op 10 december 1990 heeft gegeven, had hij voorgesteld het dispositief van het ontwerp, dat de organieke wet van 27 december 1990 is geworden, aan te vullen met bepalingen die uitdrukkelijk de oprichting van zes nieuwe fondsen, vermeld in de bij dit ontwerp gevoegde tabel, vastleggen.

Ook al hebben de stellers van het eerste lid van de artikelen 8, 9 en 10 duidelijk rekening willen houden met

deze opmerking, toch zou de redactie van die bepalingen betreffende de oprichting van een fonds voor de Internationale Tentoonstelling van Taejon 1993, van een fonds voor de analyse van de petroleumproduktie (lees : analyse van aardolieprodukten) en van een oriënteringsfonds van de overheidsbedrijven (lees : fonds tot oriëntering van de overheidsbedrijven) ook verbeterd kunnen worden.

Derhalve wordt voorgesteld aan elk van de drie fondsen die het ontwerp wil oprichten een afzonderlijk artikel te wijden, luidende :

"Art. ... Een ... (naam van het betrokken fonds) wordt opgericht, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 45 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

De ontvangsten toegewezen aan het fonds bedoeld in het eerste lid alsook de uitgaven die ten laste van het fonds gedaan kunnen worden, zijn vermeld tegenover het genoemde fonds in de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen".

Artikel 8, tweede lid,
artikel 9, tweede lid,
(die de artikelen 12 en 13 worden).

De zin die begint met de woorden "De tabel van" moet vervangen worden door een inleidende zin, luidende :

"Art. ...". Deel "32 - Economische Zaken" van de bij dezelfde wet gevoegde tabel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :".

Artikel 10, derde lid (dat artikel 14 wordt).

1. Het tweede lid dient te vervallen want de bestemming van de uitgaven moet in de bijgevoegde tabel vermeld worden.

2. Wat het derde lid betreft, dient de zin die begint met de woorden "De tabel van" vervangen te worden door een inleidende zin, luidende :

"Art. 14. Deel "33 - Verkeer en infrastructuur" van de bij dezelfde wet gevoegde tabel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :".

3. In tegenstelling tot de indruk die de ontworpen tekst wekt, lijkt de commentaar die hierop in de memorie van toelichting wordt gegeven in te houden dat het bedrag dat krachtens de artikelen 23 en 24 van het beheerscontract gesloten met BELGACOM aan de Staat verschuldigd is, slechts gedeeltelijk toegewezen wordt aan het Fonds tot oriëntering van de overheidsbedrijven. Dat verschil dient verholpen te worden. De gemachtigde van de minister is het hiermee eens.

4. Ten slotte is de bepaling waarvan het ontwerp de invoeging beoogt tegenover rubriek 33.2 van de derde kolom van de bij de wet van 27 december 1990 gevoegde tabel, vaag en weinig nauwkeurig; ze voldoet derhalve niet aan het voorschrift van artikel 45, § 1, eerste lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, dat vereist dat de wet die een begrotingsfonds opricht, het voorwerp vaststelt van de uitgaven waarvoor zij sommige ontvangsten bestemt. De bepaling dient bijgevolg herzien te worden in het licht van de preciseringen die de commentaar op de artikelen (blz. 4) en artikel 10, tweede lid, geven in verband met de uitgaven die ten laste van het Fonds tot oriëntering van de overheidsbedrijven kunnen worden gedaan.

Artikel 11 (dat artikel 4 wordt).

1. Het is de bedoeling dat de bepaling volgens welke voor de uitgaven van sommige begrotingsfondsen betalingsvoorschriften gelden die afwijken van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, blijvend is en niet gebonden is aan de inwerkingstelling van de hervorming der fondsen voorgeschreven bij de wet van 28 juni 1989. Die regel dient dus in de organieke wet van 27 december 1990 ingevoegd te worden, niet in overgangs- en slotbepalingen, maar veeleer tezamen met de overige blijvende bepalingen. Het zou derhalve beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 4. In de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :".

2. Om de draagwijdte van de ontworpen bepaling beter weer te geven wordt voorgesteld aan het begin hiervan de volgende woorden toe te voegen :

"Art. 3bis. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof,".

3. Er wordt niet bepaald dat de minister van Financiën rechtstreeks over sommige fondsen zou kunnen beschikken. De uitleg die hierover in de commentaar op de artikelen in de memorie van toelichting (blz. 5) wordt verstrekt, is niet overtuigend :

a) hij steunt op het verkeerde idee dat een noodzakelijke band zou bestaan tussen de aard van de kredieten (variabel of gewoon) en de wijzen van betaling;

b) de wijze waarop artikel 41, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit is gesteld, toont duidelijk aan dat de betaling van sommige uitgaven die zonder ordonnantie geschiedt ten bezware van de kas van de rekenplichtigen, een procédé is dat niet typisch is voor de materie begrotingsfondsen.

Artikel 11, dat artikel 4 wordt, dient dus met een tweede lid te worden aangevuld met daarin de lijst van de fondsen waarover, in afwijking van artikel 14 van de genoemde wet van 29 oktober 1846, rechtstreeks kan worden beschikt door toedoen van de minister van Financiën.

4. In het eerste lid dienen de woorden "het artikel" door het woord "artikel" vervangen te worden. Deze opmerking geldt ook voor het eerste en het tweede lid van artikel 12 en voor het eerste lid van artikel 13.

Artikel 12 (dat artikel 5 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 5. Artikel 5, § 1, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. De woorden "van deze wet" zijn overbodig en moeten vervallen.

Artikel 13.

De woorden "artikel 5" dienen door de woorden "artikel 9" vervangen te worden.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men "Benaming van het organieke begrotingsfonds" in plaats van "Benaming van het organiek begrotingsfonds"; "met toepassing van", in plaats van "in toepassing van"; "bij" in plaats van "in de schoot van". Voorts wordt ook verwezen naar de tekstvoorstellen die bij wijze van voorbeeld in dit advies worden gedaan. De Nederlandse tekst zou uit een oogpunt van taalzuiverheid moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,
P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,
Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE , adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.